



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

caoutchouc et plastiques

Question au Gouvernement n° 1444

Texte de la question

MICHELIN

M. le président. La parole est à Mme Odile Saugues, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Mme Odile Saugues. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, demain, à Clermont-Ferrand, ils seront là, les " Bibs ", tous les Bibs, comme ils étaient venus le 15 mai pour dire aux actionnaires de Michelin leur amertume d'un chômage partiel mal indemnisé et leur inquiétude de la perspective d'un plan social, en dépit de l'annonce d'un bénéfice net de 357 millions d'euros en 2008. Ils furent repoussés par les CRS amenés en nombre, la direction démentant alors tout plan social. Cynisme de la même direction qui, un mois plus tard, le 17 juin, annonce 1 093 suppressions de postes suivies de 1 800, précisant qu'il ne s'agit pas de répondre à la crise, mais bien, selon ses propres termes, " de muscler l'Ouest pour progresser à l'Est ", reconnaissant dans la foulée un investissement de 1 milliard d'euros en Inde sur dix ans ! Cynisme dans la présentation " soft " de départs volontaires, quand on sait que le site de Clermont-Ferrand, de 1982 à 2009, a vu réduire le nombre de ses salariés de 32 000 à moins de 12 000 et ses usines se transformer peu à peu en musées. C'est une véritable hémorragie de substance industrielle en continu et les 3 000 postes qui disparaîtront dans les prochaines années s'ajouteront aux 18 000 emplois industriels détruits en France en ce début d'année 2009. Ainsi, 700 000 emplois pourraient être détruits cette année dans le secteur privé, portant le chômage à plus de 10 %.

Hier, à Versailles, devant le Parlement, le Président de la République affirmait que " la réindustrialisation est un investissement. L'idée d'une France sans usines et sans ouvriers est une idée folle ".

Monsieur le secrétaire d'État, les ouvriers Michelin de tous les sites de France attendent du Gouvernement une réponse politique. Que comptez-vous faire pour concrétiser les propos du Président de la République et répondre à l'angoisse des salariés qui, à défaut de bénéficier d'un parachute doré, devront survivre de leurs retraites dans un contexte social de plus en plus hostile ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation*. Madame la députée, vous le savez, vous qui comptez, dans votre région, plusieurs établissements dans le domaine des pneumatiques, le marché des pneumatiques subit de plein fouet la crise. En effet, comme je l'ai indiqué la semaine dernière, sur le marché de la " première monte ", en recul de 40 %. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Mme Odile Saugues. Non !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Vous avez beau le nier, madame : le marché des pneumatiques est à moins 40 % aujourd'hui !

Mme Odile Saugues. Vous êtes mal informé !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Le marché du renouvellement des pneumatiques est encore inférieur, ce que l'on ne peut que regretter. Mais réagir à la crise, c'est aussi regarder la réalité en face. (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Dans ce cadre, Michelin, numéro un mondial du pneumatique, et qui emploie 25 000 personnes en France, vient d'annoncer un plan de réorganisation et d'investissement dans notre pays. Je tiens à le souligner.

M. Jacques Desallangre. Ils investissent, mais ailleurs !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. L'annonce de suppressions d'emplois dans l'industrie française n'est naturellement jamais une bonne nouvelle. Toutefois, dans le cas de Michelin, cette annonce est assortie d'un investissement important à Clermont-Ferrand de 100 millions d'euros dans un centre d'innovation, qui permettra au groupe de rester compétitif. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Je note également qu'il n'y aura aucun licenciement sec, mais un accompagnement social de la part du groupe Michelin. (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) C'est un point important dans la mesure où il y aura un plan d'anticipation de départs naturels et un plan de mobilité interne. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Le Gouvernement est très vigilant sur ce dossier, puisqu'il veillera à ce qu'il y ait un plan de réindustrialisation. En effet, conformément à la loi, le groupe Michelin est soumis à une obligation de revitalisation. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

Madame la députée, il ne s'agit pas, sur ce dossier, de stigmatiser les acteurs économiques, mais de regarder la réalité en face et de tout faire pour miser sur l'avenir de notre industrie en privilégiant les dépenses de recherche et d'innovation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Odile Saugues](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1444

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 juin 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 24 juin 2009